

France

30/10/2025

Le PIB français déjoue les prédictions

La crise politique n'a pas impacté de façon très forte l'activité économique française au troisième trimestre, qui accélère nettement. Les risques demeurent néanmoins pour la suite.

Très bonne surprise

Contre toute attente, le PIB a progressé de 0,5 % en glissement trimestriel, après 0,3 % au deuxième trimestre, alors que le consensus anticipait seulement 0,1 %. Cette performance repose sur des fondamentaux solides. La demande intérieure s'est améliorée grâce au rebond des investissements, notamment des entreprises. La consommation des ménages reste positive (+0,1 %), tandis que les dépenses publiques progressent de 0,5 %. Au total, la demande intérieure finale contribue pour +0,3 point à la croissance. Le commerce extérieur apporte une contribution exceptionnelle de +0,9 point : les exportations bondissent de 2,2 %, alors que les importations reculent légèrement. Les stocks, en revanche, pèsent lourdement (-0,6 point), contrastant avec les trimestres précédents.

La production s'est renforcée dans la plupart des secteurs industriels et des services. L'acquis de croissance atteint désormais 0,8 %, ce qui rend très probable l'objectif gouvernemental de 0,7 % pour l'année.

Perspectives incertaines

Les perspectives pour la suite sont assez incertaines. L'incertitude politique et budgétaire devrait peser sur la dynamique de croissance. Néanmoins, le redressement du climat des affaires et de la confiance des consommateurs en octobre laisse penser que l'impact sera peut-être plus faible ou plus tardif que prévu. Les chiffres publiés aujourd'hui par l'Insee indique que la consommation des ménages a augmenté de 0,3% en volume sur le mois de septembre, alors que la crise politique faisait l'actualité tous les jours du mois. Les preuves d'un impact macroéconomique de la crise politique sont donc à ce stade, limitées.

Cependant, plusieurs signaux invitent à la prudence. La demande internationale est plutôt au ralentissement. Les intentions d'épargne des ménages en France ont atteint un plus haut historique, rendant peu probable une diminution du taux d'épargne. Le redressement de la confiance des entreprises françaises industriels est à mettre sur le compte d'un très petit nombre de secteur, notamment l'aéronautique. Et surtout, alors que les discussions budgétaires s'éternisent à l'Assemblée nationale, il n'y a, à ce stade, aucune visibilité, sur le traitement fiscal qui attend les entreprises et les ménages l'année prochaine. En tant que tel, ces éléments nous poussent à envisager un ralentissement de la croissance au quatrième trimestre et un début de 2026 assez faible. Néanmoins, il y a beaucoup plus d'incertitude que d'habitude autour de cette prévision. A ce stade, nous tablons sur une croissance du PIB de 0,8% sur l'ensemble de 2025 et de 0,9% en 2026.

Charlotte de Montpellier
Senior Economist
Charlotte.de.Montpellier@ing.com
+32 473 63 49 28

Clause de non-responsabilité

Cette publication a été préparée par la division d'analyse économique et financière de ING Bank NV, succursale en France ("ING") exclusivement à titre d'information, sans tenir compte des objectifs d'investissement, de la situation financière ou des moyens d'un utilisateur en particulier. Les informations dans cette publication ne constituent ni une recommandation de placement, ni un conseil fiscal, juridique ou en investissement, ni une offre ou une incitation à acheter ou vendre des instruments financiers. Même si toutes les précautions ont été prises pour assurer que les informations contenues dans ce document ne soient ni erronées, ni trompeuses au moment de la publication, ING ne peut en garantir ni l'exactitude ni l'exhaustivité. ING ne peut être tenue pour responsable d'éventuelles pertes directes ou indirectes pour donner suite à l'utilisation de cette publication. Sauf indication contraire, les opinions, prévisions ou estimations sont uniquement celles du ou des auteurs à la date de la publication et peuvent être modifiées sans préavis.

La distribution de cette publication peut faire l'objet de restrictions légales ou réglementaires dans certaines juridictions et les personnes qui entrent en possession de celle-ci doivent se renseigner à propos de ces restrictions et les respecter.

Cette publication est soumise à la protection du copyright et des droits des bases de données et ne peut être reproduite, distribuée ou publiée par quiconque, quel que soit l'objectif, sans l'accord préalable de ING. Tous les droits sont réservés. L'entité juridique responsable de la publication (nom de l'entité juridique locale) est agréée par la banque centrale néerlandaise et est supervisée par la Banque centrale européenne (BCE), la banque centrale néerlandaise (DNB) et l'autorité des marchés financiers néerlandaise (AFM). ING Bank N.V. est enregistrée aux Pays-Bas (n° 33031431 au registre commercial d'Amsterdam). (Ajouter le régulateur local. Vérifier s'il doit aussi être fait référence à la DNB et à la BCE. Vérifier si les références aux autorités britanniques et américaines peuvent être supprimées vu que le rapport local ne sera pas publié en anglais).

Au Royaume-Uni, cette publication est approuvée et/ou communiquée par la succursale londonienne de ING Bank N.V. (ING Bank N.V., London Branch). ING Bank N.V., London Branch, est assujettie, de façon restreinte, à la réglementation de la Financial Conduct Authority (FCA). ING Bank N.V., London branch, est enregistrée en Angleterre (n° BR000341) à 8-10 Moorgate, London EC2 6DA.

À l'attention des investisseurs américains : toute personne qui souhaite discuter de cette publication ou effectuer des transactions dans un titre mentionné dans ce document doit prendre contact avec ING Financial Markets LLC, qui est membre de la NYSE, la FINRA et la SIPC et qui fait partie de ING, et qui a accepté la responsabilité de la distribution de ce document aux États-Unis conformément aux dispositions en vigueur.